

Contre la précarité étudiante, supprimons la CVEC !

L'UNEF alerte Patrick Hetzel, nouveau ministre de l'Enseignement supérieur, sur la précarité étudiante et demande la suppression de la CVEC : taxe étudiante injuste qui ne sert qu'à pallier le sous investissement de l'Etat depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron dans l'enseignement supérieur public.

Depuis 2017 l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, le coût de la vie étudiante a augmenté de 27,76%. Cette augmentation est la conséquence de politiques de précarisation mises en place par les gouvernements successifs de Macron. En effet, une des mesures phares du premier quinquennat est la suppression du régime étudiant de sécurité sociale (RESS) au profit de la création de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC). Ce choix politique fait en 2018 de créer cette taxe a pour objectif de faire payer aux étudiant·e·s le désinvestissement chronique de l'État dans l'enseignement supérieur public.

Depuis 2018 la CVEC ne fait qu'augmenter, celle-ci est passée de 90€ à 105€ cette année. Une augmentation qui ne s'est ni accompagnée d'une augmentation des bourses, ni des APL. **Ces augmentations annuelles s'inscrivent dans un continuum de politiques de précarisation d'Emmanuel Macron.** En effet, lorsque l'UNEF, s'appuyant sur une forte mobilisation des étudiant·e·s, a obtenu le repas CROUS à 1€ pour tou·te·s, Macron fais le choix de le fermer pour 74% d'entre eux et elles. Lorsque le coût de la vie augmente, les bourses et le nombre de boursiers ne suivent pas. Lorsque la construction de 60 000 logements CROUS est promise, seuls 8,8% sont construits. Lorsqu'une aide de 150€ est promise aux étudiant·e·s durant la crise covid, ces dernier·e·s n'en verront jamais la couleur. Lorsque la somme de 500 millions d'euros est annoncée pour le système de bourses, seuls 117 millions sont réellement mis sur la table. **Et lorsque le coût de la vie étudiante augmente, le gouvernement fait le choix de créer un impôt étudiant indexé sur l'inflation qui coûte désormais 105€ aux étudiant·e·s : cet impôt est la CVEC.**

Le projet de loi de finances actuel est à l'image du constat alarmant que nous faisons sur la précarité étudiante. Où se trouve le financement de la rénovation des 12 000 logements CROUS ? Où se trouve le budget pour le plan de construction des 35 000 logements CROUS ? Plus grave encore, pourquoi 120 millions d'euros sont retirés au système de

bourses ? **Le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur semble bien plus intéressé par la répression de la mobilisation étudiante et les réunions de l'UNI (organisation étudiante d'extrême droite) que de sortir les étudiant·e·s de la précarité.**

Face à cette situation, l'UNEF exige le gel des frais d'inscription, la fin de la différenciation des frais d'inscription pour les étudiant·e·s étranger·e·s et la construction de deux universités de taille moyenne pour permettre la suppression de la sélection.

Par ailleurs l'urgence est à l'ouverture de discuter autour de la mise en place d'une allocation d'autonomie à hauteur de 1216€ pour tou·te·s les étudiant·e·s.

Toutes les mesures pour sortir les étudiant·e·s de la précarité sont à soutenir. **Une des premières étapes vers ce chemin est la suppression de la CVEC, impôt étudiant injuste qui nous précarise !**

L'UNEF vous invite à signer la pétition pour soutenir cette proposition.